SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 13 MAI 1930.

Rapport des Commissions réunies des Finances et de la Défense Nationale, chargées de l'examen de la Proposition de Loi relative à la rente de service en faveur des anciens combattants.

(Voir le n° 7 du Sénat.)

Présents : MM. LAFONTAINE, président; BARNICH, CALONNE, le comte DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, le baron DE MÉVIUS, le vicomte DU BUS DE WARNAFFE, FRANÇOIS, MOYERSOEN, MULLIE, RONVAUX, WAUCQUEZ et PIERLOT, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

La revision de la législation sur les chevrons de front n'a pas, à beaucoup près, donné toute satisfaction aux intéressés et, sans vouloir entrer ici dans le détail de leurs revendications, nous réservant de le faire en temps et lieu, on peut dire, dès à présent, que ce problème devra être remis à l'étude. Votre Commission souhaite qu'il fasse l'objet d'un travail d'ensemble et soit examiné en même temps que celui des pensions militaires et les autres questions ressortissant au statut du combattant. Il est hautement désirable que l'année du Centenaire ne se passe point sans que les défenseurs du pays, grâce auxquels son indépendance a été conservée, aient vu accueillir toutes leurs revendications légitimes. Si la situation financière commande encore la prudence, elle n'est plus telle, cependant, que l'on puisse hésiter à traiter les anciens combattants dans des sentiments de parfaite équité. Il y a lieu d'y mettre même toute la générosité compatible avec les nécessités de l'équilibre budgétaire et de la modération des charges fiscales dont le poids se répercute à la fois sur le prix de la vie et sur les conditions de la concurrence

soutenue par notre pays sur les marchés internationaux. Ce sont là des considérations dont aucun esprit réfléchi ne pourrait faire abstraction, tous les Belges étant solidairement intéressés à la prospérité économique du pays.

A ces divers points de vue, la proposition de loi soumise aux délibérations du Sénat n'apporte, il faut le reconnaître, aucun élément de solution.

Elle tient tout entière en deux articles. Le premier tend à accorder à tous les anciens mobilisés, sans condition d'âge, une rente viagère calculée à raison de 30 francs par mois de service militaire accompli durant la guerre. L'article 2 porte le taux de la rente à 50 francs par mois de service accompli, durant la même période, dans une unité combattante.

Dans quelle mesure ces dispositions sont-elles destinées à remplacer la législation actuelle sur la rente de chevron ou à se combiner avec elle ? Les auteurs de la proposition n'ont pas jugé utile de le dire. Le texte qu'ils présentent au Sénat offre, à cet égard, un caractère totalement inorganique. Il n'est pas susceptible d'application. En l'adoptant, le législateur ne ferait que jeter

le trouble et l'incertitude dans la pratique administrative à laquelle donne lieu l'exécution des lois actuelles sur la matière.

En somme, nous nous trouvons moins en présence d'une proposition de loi méritant ce nom que d'une sorte de programme, fragmentaire du reste, et incomplètement étudié, de revendications.

Qu'il soit permis à votre Commission de saisir cette occasion d'émettre le vœu que l'initiative parlementaire et les facilités de publicité qu'elle offre, ne soient plus utilisées que pour des fins législatives proprement dites, et non pour de vaines manifestations qui semblent n'avoir d'autre but que de produire un effet de propagande.

Quant au fond, l'extension que les auteurs de la proposition voudraient voir donner au droit à la rente de service est, à toute évidence, de nature à entraîner une dépense excessive. La chose est trop manifeste pour qu'il faille rouvrir la discussion au sujet des statistiques qui ont été produites au cours de précédents débats sur le nombre de mobilisés et sur le temps moyen de leur présence soit dans les unités combattantes, soit dans les services de l'arrière.

Les auteurs de la proposition semblent, du reste, ne s'être fait, à ce sujet, aucune illusion. Ils se sont abstenus d'indiquer les voies et moyens destinés à couvrir la dépense.

Dans leurs « développements », ils se sont efforcés de faire un tableau saisissant de ce que fut la guerre. C'est là un thème sur lequel l'imagination peut se donner libre cours. Aucune description n'arrivera jamais à évoquer, aux yeux de qui ne les a point vues, les horreurs du champ de bataille et les souffrances d'une armée en campagne. Telle est même, semble-t-il, l'une des raisons pour lesquelles, hormis le cas où ils se retrouvent entre anciens camarades, les vrais combattants parlent

rarement de la guerre ou ne le font qu'avec discrétion, et sans vaine littérature.

Mais les auteurs de la proposition ne se sont pas bornés à rappeler les sacrifices et les mérites des combattants. Leurs « développements » tendent à créer l'impression que les souffrances du soldat furent odieuses autant que cruelles, parce qu'elles ne procédaient pas seulement des exigences fatales de la guerre, mais, qu'en outre, elles étaient voulues par le commandement.

Dans ce but, on n'a pas reculé devant les inexactitudes les plus flagrantes. Sans vouloir nous attarder à les relever toutes, citons-en quelques-unes à titre d'exemples.

Il n'est pas vrai que le pain était mauvais, à l'armée. A la fin de 1914 et au commencement de 1915, les troupes durent être ravitaillées au moyen de pain de fabrication française, de bonne qualité, mais auquel nos troupiers ne s'habituaient pas parce que, suivant une pratique très répandue en France, il était levé au moyen de farine fermentée, ce qui lui donnait un goût légèrement aigre. Dès que l'autorité militaire le put, elle rétablit la boulangerie militaire. A partir de ce moment, l'armée belge eut un pain excellent, tel qu'il n'est pas possible d'en avoir de meilleur, même en temps de paix. Un très grand effort fut, du reste, fait pour améliorer progressivement la nourriture de la troupe, et c'était là une question qui faisait l'objet des préoccupations constantes des commandants d'unités et de leurs chefs de peloton, entre lesquels il s'établissait, d'une compagnie à l'autre, une salubre émulation.

Il n'est pas vrai non plus que l'on faisait le café avec l'eau infecte des fossés. Sans doute, on fût réduit fatalement à cette extrémité pendant la bataille de l'Yser et les premières semaines qui suivirent la désorganisation totale des services de l'arrière, par suite de la prise d'Anvers et du fait

qu'une nouvelle base ne put être constituée du jour au lendemain. Mais, dès les premiers mois de 1915, l'eau potable destinée à l'armée était amenée de France par allèges et elle était distribuée aux unités du front, tant dans les tranchées que dans les cantonnements.

Du reste, comment les signataires de la proposition, parmi lesquels on compte deux médecins, ont-ils pu croire que l'armée belge eût pu subsister pendant quatre ans dans les conditions d'hygiène qu'ils décrivent ?

Il est faux encore que les hommes étaient privés de soins de propreté et de linge frais. Tout au moins, n'est-il pas permis de généraliser en laissant croire que cette situation a duré pendant toute la guerre ou même pendant une très grande partie de la campagne. Après la misère inévitable dans laquelle, à ce point de vue comme à bien d'autres, nos troupes vécurent durant les premiers mois de leur présence sur l'Yser, des bains-douches furent installés dans toute la zone du front. Les hommes y étaient fréquemment conduits. Dans chaque unité, le linge à blanchir était rassemblé toutes les semaines et envoyé à l'arrière. Les officiers avaient ordre de veiller à ce que ces prescriptions fussent observées et rien, du reste, ne leur était plus facile car le soldat tenait énormément aux soins de propreté.

Tout ceci soit dit, non, certes pour insinuer que la vie du combattant était confortable, mais uniquement pour rétablir la vérité des faits et démontrer que, contrairement aux affirmations des auteurs de la proposition de loi, les autorités responsables surent faire un très grand effort pour adoucir, dans la mesure où il se pouvait, les conditions de l'existence en campagne. C'est, d'ailleurs, en grande partie parce qu'il s'en rendait compte que le soldat a tenu et que son moral est resté intact jusqu'à la fin de l'épreuve. On n'eût pu raisonnablement lui demander, et l'on n'eût pas obtenu de lui un si long dévouement s'il ne se fût senti l'objet de la sollicitude

de ses chefs et s'il eût pu croire que ceux-ci aggravaient ses maux à plaisir. Pour affirmer le contraire, il ne faut rien connaître de la psychologie du soldat.

Ces quelques remarques suffiraient à établir, si besoin en était, les tendances et la valeur des affirmations des auteurs de la proposition. Il reste pourtant à élever une protestation contre les imputations plus directes encore, et vraiment haineuses, auxquelles ils se sont livrés à l'égard de nos officiers qu'ils représentent comme des brutes achevées, véritables tortionnaires de leurs hommes. Nous ne savons de quelle expérience personnelle, ni de quels fâcheux souvenirs pareilles insinuations peuvent être issues. Ce qui est sûr, c'est qu'aucun vrai combattant, portant chevrons sur les manches de sa vareuse et, sur sa poitrine, les témoignages de sa vaillance, ne ratifiera ce jugement. Certes, le poids de la hiérarchie militaire et des disciplines nécessaires pesaient lourd sur les épaules du soldat, mais celui-ci savait que l'officier lui était attaché et il le lui rendait. Aujourd'hui encore, quand les anciens officiers de la guerre rencontrent un de leurs hommes, quand ils se retrouvent parmi eux, ils les voient venir à eux la main tendue et la confiance dans les yeux. Cela fait justice des calomnies de certains politiciens.

Il n'en reste pas moins que l'opinion a été défavorablement impressionnée par le fait que pareilles attaques aient pu se produire à la faveur des prérogatives dont jouissent les membres des Chambres. Elle n'a pas compris que le Sénat ait pu ordonner l'impression et « prendre en considération » une prétendue proposition de loi qui n'est, en réalité, qu'un prétexte à une propagande antinationale. On s'étonne de ce que d'excellents serviteurs de l'Etat qui ont, certes, bien mérité de la Patrie, puissent se voir insulter, non seulement sous le couvert de l'immunité parlementaire, mais que même — et n'est-ce pas un comble ? — ces injures doivent être imprimées aux frais des contribuables.

Il est presque de règle que l'impression d'une proposition de loi ne se refuse pas et la prise en considération est devenue une simple formalité. Les Chambres ont admis que, pour ne pas porter entrave à l'initiative de leurs membres en matière législative, il convient de leur donner l'occasion de soumettre leurs propositions à l'épreuve de la discussion. Mais cette tradition devrait, à l'avenir, souffrir exception lorsque, non seulement la valeur de la proposition, comme telle, est discutable, mais qu'elle n'est même pas présentée dans la forme courtoise qui a toujours été et qui devrait rester de tradition dans la Haute Assemblée. La Commission a pleine confiance dans la vigilance du Bureau du Sénat pour qu'il en soit ainsi.

Tout en réitérant encore l'expression de son désir de voir mettre bientôt à l'ordre du jour la revision des dispositions légales concernant les chevrons ainsi que l'examen des autres revendi-

cations légitimes touchant au statut du combattant, la Commission estime que la proposition soumise au Sénat n'est pas de nature à contribuer à la solution de ces problèmes et, par 10 voix contre 2 abstentions, elle en propose le rejet.

Deux membres font des réserves au sujet du rapport, estimant qu'il n'appartient pas à la Commission d'émettre des appréciations concernant la forme des développements qui accompagnent une proposition de loi et que ce droit n'appartient qu'au Bureau. La Commission ne partage pas cette manière de voir.

Le Président,
H. LAFONTAINE.

Le Rapporteur,
HUBERT PIERLOT.